

# La Presse

I. La Presse. 1845-03-30.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



PARIS,  
40 FR.

LA PRESSE

LA PRESSE

DÉPARTEMENTS,  
48 FR.

## CONDITIONS DE L'ABONNEMENT.

	Un an.	6 mois.	3 mois.	15 jours.
Paris et Seine.	40 fr.	22 fr.	12 fr.	6 fr.
Départements.	48	26	14	7
Étranger.	72	38	20	10

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

## Bureaux : rue Montmartre, 131, en face du marché Saint-Joseph.

DE S'ABONNER, DANS LES DÉPARTEMENTS : chez les Libraires, les Directeurs des postes et aux Bureaux des Messageries royales et Affranchies. — À L'ÉTRANGER : Angleterre, à Londres, W. Jeffs, Foreign Bookseller, 15, Burlington-Arcade, et Simmonds and Clowes, Cornhill, opposite the Royal-Exchange. — Allemagne, Alexandre, à Strasbourg. — Espagne, Monnier, Libraire, caeser San-Geronimo, et Boix, calle de las Carretas, num. 8. — Italie, sans aucun frais, chez Merle, libraire de la cour, à Rome. — Sardaigne et Piémont, à toutes les offices des Postes. — On s'abonne également en adressant directement aux bureaux du journal un mandat à vue sur Paris.

## INSERTIONS.

Les insertions ont lieu aux conditions du tarif qui se délivre dans les bureaux du journal. — La Presse ouvre ses colonnes à la défense des intérêts privés, mais sous la condition expresse que les insertions soient faites sous forme d'articles communiqués. — Toutes les insertions sont soumises au consentement préalable du gérant.

## Paris, samedi 29 mars.

La chambre des pairs a continué aujourd'hui la discussion sur la proposition de M. Daru. Elle a adopté les articles 4, 5 et 6 du projet substitué par la commission à la proposition primitive. Aux termes des votes de la chambre, les récépissés de versement ne pourront être négociés que par acte authentique, sous peine d'une amende égale au montant de leur valeur. M. Beugnot voulait même que les agents qui se seraient prêtés à ces négociations fussent destitués. La chambre a repoussé cette pénalité; mais elle leur a imposé, pour chaque contravention, une amende de 500 à 5,000 fr.

Dans la séance d'aujourd'hui, M. le ministre de la marine a présenté à la chambre des députés le projet de loi sur le service transatlantique. Les propositions du ministre sont telles que nous les avons fait connaître il y a déjà plus de deux mois. Ce projet a, du reste, une importance véritable, et nous y reviendrons.

La chambre s'est occupée ensuite de la proposition de M. Vivien relative aux annonces judiciaires. Cette proposition, après un débat assez vif, a été rejetée, au scrutin de division, par 196 voix contre 159.

## MESSAGE DU NOUVEAU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS.

Nous recevons aujourd'hui des nouvelles d'Amérique qui complètent celles d'hier. Le nouveau président, M. Polk, est entré en fonctions le 4 mars, et nous avons sous les yeux le texte de son message. Ce document est assez court, comparativement à ce que sont d'ordinaire les pièces du même genre. Il est empreint d'une grande couleur religieuse et respire un profond sentiment d'honnêteté.

On était surtout curieux de connaître, non pas l'opinion, elle était connue, mais la politique officielle que M. Polk afficherait au sujet des deux principales questions actuellement pendantes, l'annexion du Texas et la possession de l'Oregon. Il s'est expliqué sans détour sur l'une et l'autre. Il conserve intactes au pouvoir les idées qu'il avait dans l'obscurité de la vie civile. « Je félicite mon pays, dit-il en parlant de l'affaire du Texas, de ce que par un acte du dernier congrès des États-Unis, l'adhésion du gouvernement américain a été donnée à l'annexion. Il ne reste plus aux deux républiques qu'à régler les conditions qui consommeront un acte si important pour elles. Je regarde, du reste, cette question comme appartenant exclusivement aux États-Unis et au Texas. Les deux républiques sont parfaitement indépendantes; elles ont le droit, elles ont le pouvoir de contracter ensemble. Des nations étrangères ne sauraient légitimement intervenir dans leurs affaires, ni essayer de mettre des entraves à leur réunion. »

On comprend à quelle adresse sont ces dernières paroles. M. Polk continue ainsi : « Je vais donc faire tous mes efforts pour accomplir, par des moyens convenables et constitutionnels, le vœu si formellement exprimé par le peuple et le gouvernement des États-Unis, pour réaliser l'annexion du Texas à la fédération, dans le plus court délai possible. »

Ce langage n'a rien d'ambigu, ni de dilatoire, et M. Polk est homme à tenir parole. Dans la suite de son message, il s'attache à démontrer les avantages politiques et commerciaux que la mesure aura pour les deux peuples. Il tient à prouver qu'il est convaincu, et qu'il va traiter cette question non pas seulement comme un fonctionnaire qui s'acquiesce du mandat qu'il a reçu, mais aussi comme un citoyen qui a un devoir à remplir envers son pays et envers lui-même.

Sur la question de l'Oregon, M. Polk va aussi loin que les orateurs qui ont le plus insisté en faveur de la prise de possession :

« Je ne regarderai pas comme un moindre devoir, dit-il, de proclamer et de maintenir, par toutes les voies constitutionnelles, les droits des États-Unis sur cette portion de notre territoire qui s'étend au-delà des Montagnes-Rocheuses. Notre titre au pays de l'Oregon est clair et incontestable, et DÉJÀ NOS CONGÉNÉRES SE PRÉPARENT à mettre leur sceau à ce titre en allant occuper ce pays avec leurs femmes et leurs enfants. »

Il n'y a pas 80 ans encore, notre population était bornée à l'ouest par la rampe des Alleghany. Depuis lors, c'est-à-dire, sans doute, du vivant de quelques-uns de mes auditeurs, notre peuple, s'agrandissant de plusieurs millions, a occupé la vallée orientale du Mississippi, remonté aventureusement le Missouri jusqu'à ses sources, et déjà il s'occupe d'habiter les bords d'un gouvernement libre dans les vallées dont les rivières se jettent dans l'Océan-Pacifique. Le monde admire les paisibles triomphes de l'industrie de nos émigrants. C'est à nous qu'appartient le devoir de les protéger partout sur notre territoire. La juridiction de nos lois et le bénéfice de nos institutions doivent les atteindre dans les contrées les plus éloignées où ils ont établi leurs demeures. »

Voilà donc deux affaires qui paraissent devoir être vivement poussées sous la nouvelle administration. Reste à savoir ce que feront les puissances plus ou moins directement intéressées à contrecarrer cette politique. On annonce qu'au moment où le vote du sénat relatif au Texas, le général Almonte, ministre du Mexique à Washington, a pris ses passeports, déclarant que son pays allait répondre par la guerre à ce vote. Que cette menace ait été faite, c'est fort possible. Mais le Mexique n'est pas en état de la réaliser. Le gouvernement américain ne s'en préoccupe probablement pas beaucoup. L'Angleterre pourrait susciter des embarras plus sérieux. L'osera-t-elle? Voilà la question. Nous sommes toujours d'avis qu'elle reculera à mesure que le gouvernement américain marchera en avant. Et, à l'appui de cette opinion, nous pouvons invoquer les paroles que fait entendre aujourd'hui même le journal ministériel par excellence, le Standard, en analysant le message de M. Polk.

Certes, s'il est un fait avéré, c'est l'importance que l'Angleterre attache à empêcher l'adjonction du Texas à la république fédérale, c'est le zèle que sa diplomatie a déployé jusqu'ici pour entraver l'exécution de ce projet. Cela était si connu en Amérique, que le grand argument des adversaires de l'annexion était précisément tiré des probabilités de guerre avec la Grande-Bretagne, dans le cas où il serait passé outre. Eh bien ! vous ne devineriez jamais en quels termes le Standard parle de cette question, maintenant qu'elle est résolue : « Ce que dit M. Polk a de l'intérêt, mais c'est tout ; car, au fond et matériellement, cela n'est pas plus fait pour nous émeuver que s'il s'agissait des procédés du Céléste-Empire à l'égard de ses voisins les Tartares. Peut-être même cela est-il encore moins important pour nous. » — Qu'en dites-vous? La reculade n'est-elle pas significative?

## Chambre des Pairs.

Séance du 29 mars. — Présidence de M. BARTHE, vice-président. SOMMAIRE. — Rapport de pétitions. M. de Gramont d'Aster. — Délibération dans les bureaux. — Observation de M. de Montalembert sur l'ordre du jour. — Suivant de la discussion sur la proposition de M. Daru. Art. 4. MM. Teste, d'Argout, Dumon, Portalis. Adoption. — Art. 5. Adoption. — Art. 6. Amendement de M. Persil. Rejet. — Renvoi à lundi.

La chambre entend le rapport du comité des pétitions. M. LE COMTE GRAMONT-D'ASTER, rapporteur : « Le sieur Violette père, à Paris, sollicite l'intervention de la chambre pour faire modifier les règlements de la Loterie d'épargne, en ce qui touche 1<sup>er</sup> la distribution du montant des actions libres entre les actionnaires expectants, et 2<sup>o</sup> le paiement des rentes aux deux classes d'actionnaires dites des jeunes, lequel paiement se fait actuellement par année et non par semestre. — Renvoi au ministre du commerce. »

Le sieur Ginel sollicite l'autorisation de construire un nouveau four de boulangerie dans la ville de Lyon, autorisation qui lui a été refusée par le maire de cette ville. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

La chambre se retire dans ses bureaux pour examiner le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour l'inscription des pensions militaires au trésor royal; 2<sup>o</sup> le projet de loi relatif à un appel de 80,000 hommes sur la classe de 1845; et pour nommer les commissions auxquelles seront renvoyés ces projets de loi.

À la reprise de la séance, M. le comte de Montalembert demande la parole sur l'ordre du jour.

M. LE COMTE DE MONTALEMBERT : Voici l'observation que je veux faire à la chambre. Au nombre des pétitions comprises dans le feuillet qui nous a été distribué, il y en a une signée de 89 habitants de Marseille, qui réclament contre les doctrines

professées au collège de France. Comme plusieurs d'entre nous désireront sans doute présenter des observations à l'occasion de cette pétition, je demande qu'elle ne soit pas rapportée à l'ouverture d'une séance, comme cela a lieu pour les pétitions ordinaires, mais qu'un jour spécial lui soit consacré, afin que M. le ministre de l'instruction publique assiste à la séance, et que par suite des réponses puissent être faites à ces observations. Je crois, par exemple, qu'on pourrait faire le rapport de cette pétition après la discussion du projet de loi sur les colonies.

M. LE GÉNÉRAL DE SPARRE : Je m'oppose à la demande de M. le comte de Montalembert. Un grand nombre de lois plus importantes que la pétition dont il s'agit sont portées sur l'ordre du jour; il ne faut point en retarder la discussion.

M. LE COMTE DE MONTALEMBERT : Eh bien ! qu'on attende que l'ordre du jour soit épuisé pour rapporter la pétition.

M. LE COMTE DE TASSCHER : C'est moi qui suis rapporteur de cette pétition. J'attendrai, pour présenter mon rapport, que les membres qui peuvent avoir à faire des observations et M. le ministre de l'instruction publique soient présents à la séance.

M. LE PRÉSIDENT : La chambre reprend son ordre du jour qui appelle la suite de la discussion sur les conclusions du rapport de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Daru.

La délibération continue sur l'art. 4 qui interdit d'une manière absolue la transmission des récépissés, article dont M. le duc d'Harcourt demande la suppression et auquel M. Persil propose de substituer la disposition suivante : « Les récépissés ne pourront, à peine de nullité, être transmis ou cédés, en totalité ou en partie, que par acte authentique. »

M. TESTE, rapporteur, s'applique à démontrer la nécessité d'interdire, ou tout au moins, ainsi que le propose M. Persil, de rendre très difficile la négociation des récépissés. Aux considérations présentées hier par M. le duc d'Harcourt, qui a soutenu que la mesure proposée est essentiellement contraire à la liberté du commerce et de l'industrie, à l'esprit d'association, et spécialement aux compagnies de chemins de fer, M. le rapporteur oppose d'autres considérations tirées de la nécessité, dans l'intérêt des chemins de fer, de l'industrie, de la société tout entière et des compagnies elles-mêmes, de purifier l'air en quelque sorte autour d'elles, en mettant les entreprises en vue desquelles elles se forment à l'abri des déréglés de l'esprit de spéculation.

M. LE COMTE D'ARGOUT : Quand j'entends dire que l'intérêt des compagnies lui-même conseille les mesures exceptionnelles qu'on veut prendre à leur égard, je ne puis m'empêcher de penser à certaine loi de justice et d'amour, comme la nommait son auteur, qui fut rendue, à une autre époque, en faveur de la presse (rires ironiques), et à la vérité l'assimilation n'est pas forcée. L'honorable membre insiste de nouveau sur les inconvénients graves qui s'attacheraient à la mesure par laquelle on interdirait tout sur les difficultés qui s'opposeraient à l'exécution de cette mesure. Je ne connais qu'un moyen, dit-il, pour pouvoir l'appliquer : c'est de recourir aux visites domiciliaires. Il vous en faudra faire partout, chez les banquiers, chez les industriels, chez les capitalistes. Or, vous savez que dans ce monde là la visite domiciliaire est chose très peu populaire. (Rires.) Votre mesure aura donc pour effet d'indisposer contre le gouvernement un grand nombre de citoyens. Eh bien ! je l'avoue, je m'étonne qu'à un pareil moment, lorsque les élections sont prochaines, un homme aussi expérimenté, aussi habile que M. le ministre des travaux publics, consente à soutenir une mesure qui aura pour conséquence de créer de graves embarras au cabinet dont il fait partie. (Hilarité.)

L'honorable pair termine en reprochant de nouveau à la commission d'avoir pris pour base de ses propositions de simples bruits, et conseille à la chambre de se montrer plus prudente et, quand on lui demande une innovation aussi considérable, d'exiger qu'on en justifie au moins l'utilité par une enquête sérieuse sur les faits.

M. DUMON, ministre des travaux publics, ne saurait admettre qu'en créant une gêne à la négociation des récépissés on déroge au droit commun. On a réclamé, au nom du droit commun, une liberté illimitée pour ces sortes d'opérations, on a invoqué à l'appui de cette idée les principes du code de commerce qui permet le transfert de la lettre de change, du billet à ordre, etc. La seule formalité de l'endossement. M. le ministre soutient qu'il n'y a pas d'assimilation établie entre les récépissés et les lettres de change par exemple. Pour la lettre de change, les endosseurs restent associés aux chances de l'opération jusqu'au paiement; la transmission ne les élimine pas. Il n'en est pas de même pour les récépissés; une fois qu'on les a cédés, on devient complètement étranger à ce qu'ils pourront devenir ensuite. Peu importe qu'ils représentent quelque chose ou ne représentent rien. Après quelques autres considérations M. le ministre revient à l'article 3.

On a manifesté la crainte qu'il ne résultât de l'exécution de cet article qui défend la publication des cours une gêne nouvelle pour la presse. Ainsi, a-t-on dit, si un journal anglais contient une mention de ce genre, ce journal ne pourra être traduit en français, sous peine de poursuite contre le traducteur. En vérité, j'en comprends pas comment un pareil argument a pu être produit dans cette enceinte. Evidemment, dans ce cas, aucune pénalité ne sera encourue. Aux termes de l'art. 4, la négociation des récépissés se trouvera assurée à certaines conditions, mais lorsqu'elle aura lieu en France, bien entendu, car nos lois ne peuvent avoir d'effet à l'étranger. Toute négociation qui aurait lieu hors du territoire français, n'importe dans quelle forme, serait donc impuissante et, par conséquent, sa publication, même en France, le serait également.

M. le ministre insiste, en terminant, pour que la chambre, se plaçant avec le gouvernement entre les deux systèmes absolus qui sont en présence, l'interdiction absolue ou la liberté complète, donne la préférence à la proposition de M. Persil, qui n'est que la reproduction d'une disposition déjà introduite par le gouvernement dans le projet de loi sur le chemin du Nord.

M. LE COMTE D'ARGOUT est encore entendu.

M. LE COMTE PORTALIS, envisageant la question au point de vue du droit, soutient que les récépissés n'offrant pas le caractère des effets négociables de leur nature, on ne peut en autoriser la transmission pure et simple, quelque licites que soient, d'ailleurs, les récépissés.

M. LE RAPPELÉUR déclare que la commission adhère à la rédaction de M. Persil.

Cette rédaction est adoptée après une épreuve douteuse (Réclamations sur plusieurs bancs, et devient l'article 4.

Art. 5. — Toute négociation de récépissés dans une autre forme que celle prescrite par l'article précédent, sera punie contre le cédant, le cessionnaire et les intermédiaires, s'il y en a, d'une amende qui ne pourra excéder le montant du capital des valeurs négociées. »

M. LE BARRON CHARLES DUPIN demande ce qu'on entend par le capital des valeurs négociées.

M. LE RAPPELÉUR : On entend par là la valeur que représente le récépissé.

M. LE VICOMTE DE BONDY : Mais quelle est la valeur du récépissé?

M. LE COMTE DARU : Le récépissé constate le versement du dixième du montant de l'action; ce dixième est par conséquent, de toute évidence, le capital dont il est question dans l'article.

Après quelques autres observations échangées entre MM. d'Argout, Persil, de Bondy et Viennet, sur le même objet, l'article 5 est adopté.

Art. 6. — Les notaires, agents de change et courtiers de commerce, qui prêteront leur ministère à la négociation des récépissés ou autres valeurs émises avant la constitution de la société anonyme, encourront la destitution et seront, en outre, punis, pour chaque négociation, d'une amende de 500 francs au moins et de 5,000 fr. au plus.

La commission, amendement elle-même cet article, propose d'en rayer les mots : *Notaires et courtiers de commerce*. La disposition ne serait applicable qu'aux agents de change.

M. LE COMTE D'ARGOUT combat cette disposition comme excessive; l'amende passe encore, mais la destitution est trop.

M. TESTE, rapporteur : L'article en discussion ne peut être contesté, car il n'est que la reproduction d'un article du code de commerce qui frappe de destitution tout agent de change qui prêterait son ministère à une opération en dehors de ses attributions.

M. DUMON, ministre des travaux publics, appuie l'observation présentée par M. d'Argout.

M. PERSIL propose, pour tempérer la rigueur de la mesure, de dire que la destitution ne sera encourue que pour le cas de récidive.

M. LE COMTE BEUGNOT : De plus il serait bon de rendre la destitution facultative et de dire qu'elle pourra être destituée, au lieu de : seront destitués en cas de récidive.

M. LE COMTE D'ARGOUT insiste pour qu'on écarte tout à fait la destitution et qu'on s'en tienne pour tous les cas à l'amende qui serait double pour la récidive.

M. LE PRINCE DE LA MOSKOWA : Je crois le sous-amendement de M. Beugnot inutile, car le mot *encourront*, dont s'est servi la commission laisse évidemment la destitution facultative. (Oui! oui. C'est juste.)

M. le comte Beugnot retire son sous-amendement. L'amendement de M. Persil est mis aux voix. Une première épreuve est déclarée douteuse. A la seconde l'amendement est rejeté.

L'ensemble de l'article 6 est adopté; toutefois la peine de la destitution est supprimée.

La discussion est renvoyée à lundi.

La commission de la chambre des pairs, chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour les pensions militaires, se compose de MM. le comte de La Riboussière, le comte de Montguyon, le vicomte Schramm, Teste, Rouillé de Fontaine, le vicomte Villiers du Terrage et le baron Gasc.

La commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'appel des 80,000 hommes, se compose de MM. le général baron Berthézène, le vicomte Dutailly, le duc de Fezensac, le marquis de Laplace, le comte Mathieu de La Redorrie, le baron de Champlouis, et le comte Pelet (de la Lozère).

## Chambre des Députés.

Séance du 29 mars. — Présidence de M. DUBAURE, vice-président.

SOMMAIRE. — Demande de congé. — Vues de projets d'intérêt local. — Communication du gouvernement. M. l'amiral de Mack au. — Développement de la proposition sur les annonces judiciaires. MM. Vivien, Pascais, Corne, Ma tin (du Nord), Léon de Wailleville. Vote au scrutin par division. Observations de M. le président.

M. Martin (de l'Isère) écrit pour demander un congé. — Accordé. La chambre adopte divers projets de loi d'intérêt local ayant pour objet de modifier une loi antérieure relative au département de la Côte-d'Or, et d'autoriser les départements de la Haute-Garonne, du Lot, de l'Yonne et de l'Oise, à s'imposer extraordinairement.

## Feuilleton de la PRESSE.

DU 30 MARS 1845.

## COURRIER DE PARIS.

29 mars 1845.

A eux !... Non... nous ne leur en voulons pas personnellement... Nous ne les aimons pas, mais nous les plaignons; ils doivent être bien malheureux ! Ce sont des esprits malins et inquiets qui doutent toujours d'eux-mêmes et de la Providence; ils emploient la ruse parce qu'ils sentent qu'ils n'ont pas la force; ils trichent au jeu parce qu'ils se défient du sort; ils se déguisent parce qu'ils sont mécontents de leur nature; ils mentent parce qu'ils sont honteux de leur vérité. Oh ! nous leur pardonnons de mentir; bien mieux, nous les remercions du mensonge, et puisque leur pensée est si laide, nous leur savons un gré infini de nous la cacher.

Pauvres gens ! voyez comme ils ont l'air triste; comme ils passent humblement devant vous, le front baissé, le regard morne, les mains suppliantes; ils semblent toujours vous adresser des excuses, à vous qu'ils ne connaissent pas. Hélas ! ils s'excusent d'être ce qu'ils sont, des cœurs malsains tourmentés d'une haine vague, froide, permanente et implacable, qui se porte indistinctement sur toute chose aimée ou admirée : hommes, animaux, objets; car ils détestent les choses précisément pour ce qui fait leur mérite ou leur charme; ils haïssent la jeune fille pour sa beauté, le jeune homme pour son élégance, l'enfant pour sa gentillesse, le cheval pour sa noblesse, la levrette pour sa légèreté, l'oiseau pour sa chanson, l'abeille pour son miel, la fleur pour son parfum, et ils souffrent cruellement de cette haine universelle qui ne leur laisse point de repos. Tout ce qui fait notre joie fait leur tourment; un son pur est pour eux une note fausse; ils ont horreur de tout ce qu'on vante. Quand on leur dit : Venez entendre ou venez voir cela, c'est superbe; ils s'enfuient bien vite; ils ne veulent pas même regarder d'admirer. Et ils traînent partout cette humeur jalouse à laquelle ils donnent une belle apparence de préoccupation philosophique, d'indignation puritaine, mais dont ils savent mieux que nous le sens véritable; ils parviennent à nous tromper, nous autres, quelquefois; mais les malheureux, ils ne peuvent jamais se tromper eux-mêmes, ils ont le secret de leur misère; ils ont eux-mêmes sondé leurs plaies,

ils ont eux-mêmes analysé leur venin, et toute cette rage qui les dévore, cette acréte qui se fait sentir dans leurs discours les plus doucereux, ce dépit violent qui éclate jusque dans leurs flatteries serviles, cette malveillance contre la création entière, cette lutte sournoise contre tout ce qui est grand, fort et généreux, ce courroux mitigé et menaçant, cette rancune patiente et croissante, ce fiel qui souille, ces anneaux qui étouffent, ce dard qui tue, toutes ces allures de reptile que vous appelez perfidie et méchanceté, tout cela n'est au contraire que souffrance et humilité, tout cela est intéressant, ce sont des cris et des larmes, ce sont les aveux involontaires d'une indigence trop profondément reconnue, ce sont les épanchements douloureux d'une modestie poignante et désespérée.

Allez, ça ne doit pas être agréable que de rouler toujours dans sa tête des pensées mauvaises; si petit que soit un cœur, quand il est chargé de haine il doit être bien lourd.

Et, d'ailleurs, faut-il, à ces êtres malheureux, faire un crime de leur misérable destin? Est-ce leur faute à eux si Dieu les a maudits sans daigner les informer du sujet de sa colère? Leur élément, c'est le mal; mais ont-ils choisi leur élément, et sont-ils coupables d'y vivre? Ils fuient l'éclat de la lumière, mais ont-ils des yeux qui puissent la supporter? Depuis quand fait-on un crime aux hiboux, aux chauve-souris, aux chouettes, de leur malveillance contre le soleil? A-t-on jamais reproché aux caïmans, aux grenouilles, leur préférence marquée pour les marais infects et les eaux bourbeuses? Cherche-t-on querelle à la taupe pour ses goûts mystérieux et souterrains? Va-t-on chicaner les ours sur les antrès obscures, les climats brumeux qu'ils affectionnent?... Pensez-vous que ce soit par plaisir qu'on habite dans l'ombre et dans la fange? Non, sans doute; c'est qu'on y est forcé par un irrévocable arrêt; plaignons-les donc ces pauvres êtres proscrits, que Dieu a condamnés à la fange éternelle, dont le triste destin est de redouter comme fatales toutes les puretés : la pureté du jour, la pureté des eaux, la pureté des cœurs; respectons le mystérieux jugement qui les a frappés, ces victimes d'une vengeance inconnue, et pardonnons-leur le mal passager qu'elles nous font en considération du constant supplice qu'elles endurent!

Soit ! pardonnons-leur, mais ne pardonnons pas à ceux qui les protègent; à ceux qui vont les pêcher au fond de leur marécage pour les lancer dans le monde; à ceux

qui commanditent leurs entreprises perfides; à ceux qui utilisent leur venin; et gémissons courageusement contre les femmes qui, par erreur ou par caprice, exercent depuis quelques années dans la société parisienne et provinciale cette fâcheuse autorité, cette coupable influence que nous appelons : le patronage des reptiles... Dans le Paradis... passe encore... ce goût funeste pouvait se comprendre; dans ce séjour d'innocence sublime, de simplicité puissante, de grandeur naïve, la perfidie était la variété, et le désir du changement peut servir d'excuse à la fantaisie... Mais ici-bas, mais parmi nous, ce prétexte-là n'existe même plus; et l'on a peine à s'expliquer que les femmes, les femmes... ces modèles de dignité, ces grands maîtres en délicatesse, ces gardiennes de l'idéal dans ce triste monde des réalités, oublient leur mission au point de préférer partout l'astuce à la franchise, la finasserie à la force, le factice au naturel, le calcul adroit au dévouement généreux, la prudence au courage, l'habileté au génie, et puisque nous sommes en train de parler animaux, ajoutons le chacal au lion, le serpent à l'aigle. Qui donc maintenant osera se montrer noblement fier, généreusement brave, poétiquement délicat, héroïquement dévoué, si la délicatesse, la générosité, la bravoure, ne sont plus les vertus qui plaisaient aux femmes? Et que deviendront elles-mêmes ces vertus sublimes, si les femmes, pour qui elles ont été imaginées, les proscrivent avec dédain, s'écrient : C'est une mode passée, nous n'en voulons plus ! Leur nom même bientôt se perdra; déjà on les débauche, déjà dans toute la France constitutionnelle, un désintéressement sans arrière-pensée s'appelle duperie; déjà dans toute la France fauchonne, le dévouement aux intérêts du peuple s'appelle utopie séduisante; depuis longtemps, vous le savez, chez les industriels ministériels, la fierté patriotique se nomme préjugé national; les pharisiens appellent le courage guerrier une sanglante absurdité; Scribe appelle l'amour une erreur du jeune âge; beaucoup de gens nomment la délicatesse fausse honte; la dignité, ridicule orgueil; tout le monde s'accorde pour nommer l'enthousiasme... folie !

Par un travail contraire, ou plutôt par une conséquence naturelle, les plus vilaines choses ont pris des noms charmants. Le succès purifie tout; la nécessité excuse les actions les plus laides. Les mœurs constitutionnelles ont cela d'aimable qu'elles amènent dans le pays une corruption naïve et insensible dont personne ne pense à s'indigner. On agit avec une telle précipitation dans les luttes parlementaires, qu'on n'a pas le temps de choisir ses

moyens. Un candidat au jour des élections, par exemple, n'a pas un moment à perdre en vaine prudence; il lui faut tout de suite un obstacle à opposer à son rival... On lui offre une calomnie, il la prend à la hâte et sans songer à mal, cette calomnie n'est plus à ses yeux une calomnie, c'est une ruse de guerre et voilà tout. S'il triomphe, il permettra à la vérité de se faire jour; une fois arrivé à son but, il renverra cette calomnie à son véritable propriétaire, comme un véhicule qu'il a pris à l'heure et dont il n'a plus besoin.

A la tribune, même indulgence, même élasticité, même désinvolture dans les consciences; là aussi la nécessité fait loi; là, il n'y a plus qu'une honte, c'est d'être décontenancé, et l'orateur a le droit de tout dire pour échapper à ce danger : à une interpellation qui l'embarrasse, il a le droit de répondre comme il l'entend... il lui vient un mensonge... va pour le mensonge... A la tribune, le mensonge prend le beau nom de mouvement oratoire. Mentir, mentir trois fois d'une voix forte et sonore... Cela s'appelle tenir tête à l'orage; bravo ! Le véritable orateur ne connaît plus rien, ni pays, ni parents, ni devoir... Il dirait le secret de l'état, il dirait le secret de sa mère, plutôt que de rester court... Et ces légères indiscretions s'appellent encore de l'éloquence.

Ainsi l'on calomnie très fort sans être méchant, l'on ment beaucoup sans être menteur, c'est un effet constitutionnel qu'il faut subir; dans les moments de crise on ne peut pas se permettre d'avoir des scrupules. Des scrupules ! grand Dieu !... mais dans ces jours de batailles acharnées où l'on n'entend parler que de séances décisives, de vote décisif, de manœuvre décisive... c'est à dire de péril extrême, de situations impérieuses, où toutes les ruses sont autorisées, où tous les expédients semblent bons... Le mot scrupule est synonyme d'imprudence, et il faut une mémoire bien fidèle, une vérité bien érudite pour se rappeler la signification primitive de ce vieux mot dont l'usage serait si dangereux.

Et nul ne réclame contre cet affreux vocabulaire de la constitutionnalité... nous seuls avons cette audace, non comme moralistes, mais comme philologues, car nous ne sommes pas exigeants, nous ne voulons pas changer ce qui est, nous n'avons pas la prétention de détruire le mal, nous ne vous demandons qu'une chose, c'est de ne pas le confondre avec le bien... Et si c'est trop demander nous permettrons encore aux hommes de colorer leurs misérables actions des noms les plus pompeux, mais nous supplions avec instance les femmes de conserver religieusement



linairement pour les travaux de leurs routes départementales; le département de Seine-et-Oise, à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour le même objet; la ville de la Croix-Rousse (Rhône) et celle de Roubaix (Nord) à contracter des emprunts.

La parole est à M. le ministre de la marine pour une communication au gouvernement.

M. L'AMIRAL DE MACRAU, ministre de la marine: Messieurs, M. le ministre des finances étant retenu chez lui par une légère indisposition, je me suis chargé de présenter à la chambre un projet de loi préparé entre le département de la marine et celui des finances. La chambre me permettra de déposer sur le bureau l'exposé des motifs et de lire seulement les articles du projet. (Où! où!)

M. le ministre donne lecture du projet de loi ainsi conçu:

Art. 1<sup>er</sup>. Le ministre des finances est autorisé à traiter avec des compagnies commerciales pour l'exploitation au moyen de paquebots soit à vapeur, soit à voiles et à vapeur, des quatre lignes principales de correspondances partant de France et aboutissant à Rio-Janeiro, à la Martinique ou à la Guadeloupe, à la Havane et à New-York.

Il est également autorisé à passer des traités pour l'exploitation de lignes secondaires desservies par des paquebots de moindre force et destinées à continuer les lignes principales.

Ces lignes secondaires seront dirigées de la Plata, sur la Guyane, sur les ports du golfe du Mexique et de la mer des Antilles qui seront désignés par une ordonnance royale.

Art. 2. Des cahiers des charges fixeront pour chacune des lignes principales et des lignes secondaires la force des bateaux, en tonnage et en puissance de machines, le nombre et les époques des voyages, l'itinéraire, la durée des trajets et toutes les conditions de l'exploitation en ce qui intéresse l'état.

Art. 3. Les lignes pour lesquelles il ne sera pas présenté de soumissions acceptables auront été desservies au moyen des paquebots construits en exécution de la loi du 16 juillet 1840, auxquels seront adjoints quelques paquebots de moindre force s'ils sont jugés nécessaires pour assurer le service des lignes secondaires.

Art. 4. Si l'état demeure chargé du service de quelques-unes des lignes principales, les points de départ seront: St-Nazaire (Loire) pour la ligne de Rio-Janeiro; Bordeaux ou un port voisin pour la Martinique; Cherbourg pour New-York, jusqu'au moment où les paquebots pourront être reçus dans le port du Havre.

Dans ce cas, des ordonnances royales fixeront pour chacune des lignes principales et des lignes secondaires, le nombre et la force des bateaux, les itinéraires qu'ils devront suivre, le prix des passages et des transports d'or et d'argent, des marchandises, des lettres, des journaux et autres objets qui pourront être chargés sur les paquebots de l'état.

Tous les détails d'organisation de ce service seront déterminés par des ordonnances royales et des règlements spéciaux.

Art. 5. Les paquebots construits en exécution de la loi du 16 juillet 1840, qui ne seront pas employés pour la correspondance entre la France et l'Amérique, seront affectés au service de la flotte.

Art. 6. Des ordonnances royales ouvriront provisoirement au ministre de la marine les crédits nécessaires à l'exploitation de ceux des services qui pourront être créés par l'état en 1845, et les crédits qu'exigera la construction de bateaux de force inférieure, dont il est parlé à l'art. 2. Lesdites ordonnances seront présentées aux chambres dans leur plus prochaine session.

Art. 7. Les dispositions de la loi du 16 juillet 1840 sont et demeurent abrogées, en ce qui est contraire à la présente loi.

Ce projet sera imprimé, distribué et renvoyé à l'examen des bureaux.

La parole est à M. Vivien pour présenter les développements de sa proposition relative aux annonces judiciaires.

M. VIVIEN: La proposition que j'ai l'honneur de soumettre à la chambre a un double but: en premier lieu de substituer une disposition générale et uniforme à des dispositions incohérentes et mal ordonnées; en second lieu celui de remplacer un pouvoir discrétionnaire par une règle de droit. Ce n'est point une œuvre de parti, c'est un essai consciencieux dans l'intérêt de la loi et de la justice.

Il appartient à la loi de régler ce qui est relatif aux annonces judiciaires; ces annonces sont ordonnées non pas pour l'utilité des journaux, mais pour la protection d'intérêts qui doivent être sérieusement garantis. Lorsque le choix des journaux était laissé entièrement à la discrétion des parties, il y a eu des abus, je ne le conteste pas. Il faut y porter remède, mais avec ordre, et il n'y en a pas dans les diverses dispositions législatives qui ont été rendues à cet égard. Je vais le démontrer.

Les journaux ont dû être insérés dans les annonces de sociétés commerciales et de faillites, dans les tribunaux de commerce; d'autres annonces, spécifiées par la loi de 1831, sont insérées dans des journaux désignés par les cours royales; d'autres annonces enfin peuvent être insérées librement dans tous les journaux. Cette incertitude et cette variété d'obligation détruit les bons effets de cette législation spéciale.

Quelques personnes pensent qu'il importe de restreindre le nombre des feuilles où paraissent les annonces judiciaires. Certains esprits même ont pensé que le mieux était de les concentrer dans une seule. Nous n'avons aujourd'hui rien de pareil. Il peut fort bien arriver que les tribunaux de commerce ne désignent pas, pour les annonces dont ils disposent, les mêmes journaux que les cours royales. Les cours royales peuvent désigner un ou plusieurs journaux; leur désignation est annuelle et peut changer d'une année à l'autre; enfin, pour les annonces à l'égard desquelles la loi n'a rien statué, les parties peuvent les porter, suivant leur caprice, au journal qui leur convient.

Il faut donc que la partie du public qui est intéressée à la publication des annonces judiciaires, consulte journellement la loi, les décisions de la magistrature, les feuilles où peuvent avoir été déposées les annonces qui ne sont soumises à aucune prescription, un tel état de choses est en opposition avec le principe même de la loi.

La cause, d'ailleurs, n'est bien simple. Jamais la question qui nous occupe n'a été considérée dans son ensemble; on s'en est occupé à des époques diverses et à l'occasion de matières spéciales. L'examen enfin dans son ensemble, tel est d'abord le principe de la proposition, et, sur ce point, je la crois justifiée.

J'arrive à l'application. Trois systèmes se présentent: la liberté illimitée, le choix des cours royales, l'établissement dans la loi de règles fixes pour la désignation des feuilles qui devront recevoir les annonces judiciaires. Je ne suis pas pour la liberté, j'en ai dit les motifs. Je suis encore moins pour la désignation arbitraire par les cours judiciaires.

Dans ce système se rencontrent les inconvénients les plus graves. La magistrature est chargée de rendre la justice, de prononcer entre les intérêts en litige, d'assurer l'exécution des contrats, noble mandat dont elle s'acquitte avec un zèle et une indépendance qui chaque jour lui donnent de nouveaux titres à nos respects; au delà elle ne doit avoir aucun pouvoir. La loi exige que ses décisions soient motivées, et par conséquent en éloigne toute pensée d'arbitraire.

ment, comme les prêtres de l'Inde, la tradition de la langue sacrée... Et qui donc les sauvera de l'oubli ces nobles expressions, ces poétiques images, dont nos pères se servaient pour rendre leurs généreuses pensées, si le souvenir des femmes refuse de les recueillir, si leur voix douce et puissante refuse de les répéter; si les femmes seules peuvent encore nous sauver des dégradations de la constitutionnalité; et les voilà qui se font les complices de ce fléau corrompeur!

Mais vous ne voyez donc pas où nous allons; mais vous ne remarquez donc pas à quel point nous sommes déjà changés? Nous étions jadis francs, généreux, braves, élegants et spirituels, et voilà déjà que nous devenons fourbes, avides, poltrons, sales et bêtes. Des rous bêtes!... est-il rien de plus affreux? Nous étions un peuple de troubadours et de chevaliers, nous formons aujourd'hui une population entière de vieux avoués retors et rapaces, tristes et lourds, ne riant jamais... que d'une belle action. Nous avions autrefois sur la tête un casque d'or; nous n'avons plus aujourd'hui qu'un bonnet de coton sale; or, nous a-t-on oté toute notre grandeur, toute notre poésie; mais vous ne comprenez donc pas qu'on nous perd, qu'on nous ruine, par cette honteuse métamorphose! Notre force était dans notre héroïsme, notre richesse était dans notre esprit. Notre puissance, à nous, est toute morale, notre influence est tout intellectuelle; elle est immense, mais elle ne peut s'analyser... C'est un prestige; une froide combinaison l'annéantit. Nous ne pouvons que l'impossible, nous ne devons compter que sur l'imprévu. La raison, pour nous, c'est la mort. Le jour où nous calculons... nous périrons!... et l'on ne nous apprend plus qu'une chose, à calculer, à tout calculer... nous périrons avant l'heure, avant l'heure marquée pour nous au cadran des nations, parce que les femmes n'aiment plus que ceux qui savent calculer, parce qu'elles choisissent aujourd'hui constitutionnellement les plus habiles et les plus heureux, au lieu de choisir royalement, comme faisaient autrefois leurs vaillantes aïeules, les plus braves et les plus dignes.

Depuis huit jours, Paris est retombé dans le délire; il s'amuse, il s'agit; cela fait peine à voir. Ses plaisirs ressemblent à des labeurs; il a l'air de vouloir expier le doux repos qu'il a goûté pendant les derniers jours du carême; on dirait qu'il fait pénitence de ses austérités. La fièvre des concerts n'a rien perdu de son intensité, et déjà la fièvre des bals se révèle par les plus effrayants symptômes. Les

guirlandes ont reparu sur tous les fronts: guirlandes de printemps, guirlandes de roses fanées ayant pour tige un fil de fer, pour épines des fils de laiton; bref, guirlandes de fleurs naturelles. Cette parure n'est pas fraîche, mais elle est au moins d'une forme gracieuse, elle vaut mieux, selon nous, que ces affreux panaches nacarats que les jeunes femmes avaient adoptés cet hiver pour coiffure de concert; cela se mettait avec une robe de velours nacarat ornée de cinq ou six volans de dentelle, ce qui avait l'avantage de métamorphoser à l'instant même une jeune et belle femme, une nouvelle mariée, en une vieille tante du Gymnase. Du satin sous des dentelles, c'est charmant; mais des dentelles sur du velours, quelle profanation! et c'était pourtant la grande mode cette année. Il y avait encore une autre invention qui était fort à la mode; c'était une coiffure composée de deux touffes de marabouts blancs posées de chaque côté des joues. La jolie Mme de B... était, l'autre soir, coiffée de cette façon; elle minaudait et souriait très gentiment; ses admirateurs lui disaient quelle avait l'air d'une jolie petite chatte; mais son oncle (un oncle est un frondeur donné par la nature), s'approchant d'elle d'un air maussade, lui jeta ces mots d'un ton bourru: «Ma nièce, pourquoi avez-vous volé les favoris de Polichinelle? c'est très mal, et c'est très laid!»

Elle était furieuse, mais nous avons bien ri.

Il y aura, de lundi en huit, grande fête à l'ambassade de Belgique, dans ce même hôtel d'été célèbre du temps de l'empire par ces bals masqués que l'empereur aimait tant. Il y arriverait à neuf heures précises en domino; il ne parlait à personne, personne n'osait lui parler, et il y restait jusqu'à trois heures du matin. Qu'est-ce qui pouvait donc tant lui plaire dans ces fêtes? L'intrigue?... Il n'y en avait pas; l'incognito? on le nommait tout haut. — C'était le masque... un masque solidement attaché? quelle jouissance pour un souverain!

A propos de l'empereur et de l'empire, M. Thiers a envoyé son dernier ouvrage à M. Guizot. On raconte que ces deux adversaires politiques se sont rencontrés ces jours-ci chez Mme la princesse de L... En attendant d'annoncer M. Thiers, Mme de L... a d'abord voulu faire défendre sa porte à M. Guizot; mais M. Thiers ayant réclamé avec instance contre cet ordre rigoureux, M. Guizot est entré. Alors une conversation courtoisement hostile et amèrement courtoise s'est, assure-t-on, engagée entre eux. «Vous voulez nous renverser, aurait dit M. le ministre des affaires étrangères; mais, je

vous en prévins, nous ne nous y prêterons pas, et vous serez forcés de nous mettre à la porte.» A cela, le premier mars aurait répondu que, s'il le fallait absolument, il comptait bien en venir là, et que c'était une extrémité qu'il entrevoyait sans horreur. Et tous deux, en causant ainsi, souriaient avec beaucoup de grâce... Après tout, pour quoi ces messieurs prendraient-ils leur courroux au sérieux?... leur haine est aussi fragile que leur alliance; ils se haïssent en attendant qu'ils s'aiment; ils se combattent jusqu'aujourd'hui ils se coalisent; ils s'entendent aujourd'hui, mais il faut peu de chose pour qu'ils s'entendent demain... Oh! presque rien... un troisième personnage à détester ensemble, cela les unirait bien vite. Les haines intermittentes n'ont pas le droit d'être implacables, ce serait une prétention par trop ridicule; il faut être juste, il faut être prudent aussi, songez donc que dans les luttes constitutionnelles tout est caprice, revirements, chasses-croisées; il peut arriver telle circonstance où l'on se trouve avoir besoin de son plus mortel ennemi, et l'on doit toujours, même en le renversant, prévoir le cas où l'on pourrait en faire un associé puissant et un complice terrible.

Le héros du jour, le lion du moment, c'est le général Tom Pouce. Après les petites sauteuses viennoises c'est un succès d'à-propos; après les poupees, le nain!... Pauvre peuple d'envieux, comme on se moque de toi! Avec quelle spirituelle ironie on te flatte dans tes goûts puerils! On le sait, tu n'aimes pas à regarder, quand il te faut lever les yeux; mais si pour admirer il ne faut que regarder par terre, tu consens à admirer, aussi l'on ne te présente que des idoles microscopiques. L'adoration des moindres, voilà encore un des charmes viciés du régime de l'égalité.

Cependant nous devons à la vérité de dire que ce peuple jaloux consent quelquefois à s'intéresser à ce qui est au dessus de lui et à lever les yeux pour admirer. Le jeudi de la Mi-Carême, cette année, par exemple, les badauds promeneurs ont passé leur soirée dans une admiration bien naïve et bien motivée. Près de dix mille personnes sont restées sur le boulevard des Italiens pendant de longues heures, le nez en l'air, les yeux ravis, dans l'attitude de la contemplation, occupés à regarder... une comète? un ballon? moins que cela: des bulles de savon qui sortaient d'une des fenêtres de la maison située au coin de la rue Richelieu. Ces bulles de savon étaient d'une grosseur prodigieuse; elles contenaient de la fumée de tabac. D'abord on se disait: est-ce bien une bulle de

savon, n'est-ce pas un petit ballon d'essai? puis, lorsque la bulle venait à crever en heurtant le volet d'une boutique ou le sommet d'une enseigne, et qu'on voyait tout à coup s'élever un léger nuage, et qu'on reconnaissait le doux parfum du cigare bien aimé, l'étonnement redoublait, et l'on se demandait avec inquiétude de quel soufflet éolien avait pu gonfler ces bulles aux proportions formidables! Le nom de Vivier circulait alors dans la foule, et tout s'expliquait. Pour ce fameux sonneur de cor qui chante cinq notes à la fois, ce n'est rien que de souffler dans un chalumeau devant les populations enthousiasmées; ils étaient là plus de dix mille, et ils sont restés là trois heures. Des poupees, des nains, des bulles de savon!... Un peuple si facile à amuser ne devrait pourtant pas être difficile à gouverner, car gouverner c'est amuser.

On va jouer des proverbes ravissants chez un maître de maison qui désire garder l'anonymat. On doit aussi jouer une seconde fois la comédie chez M<sup>me</sup> de Cast... On ne dit pas si cette fois le brillant théâtre de la rue du Faubourg-Saint-Honoré aura pour chef d'orchestre Adam, et pour souffleur Alphonse Karr; un tel luxe n'est pas à la portée de tout le monde, même de l'heureux amphytrion à qui le hasard a pu l'offrir un jour. Le dernier concert qui a eu lieu chez M<sup>me</sup> la comtesse M... a été magnifique, superbe, merveilleux. Il y avait là tous les Italiens réunis, et, pour les aider, M<sup>me</sup> M... et sa fille, qui ont chanté admirablement; c'est une fête mémorable, on ne parle pas d'autre chose depuis trois jours, si ce n'est cependant de ce charmant imprévu qu'un indiscret ami nous envoie à l'instant, — les imprudents redonnent à la mode cette année:

«On reprochait (des envieux) à un sexagénaire ses assiduités auprès d'une belle Anglaise; il s'est retranché dans l'apologie suivante:

Censeurs, vous en direz ce que bon vous semble, A braver les propos je suis bien résolu. Quel mal, hélas! veut-on que puisse faire ensemble La vieillesse et la vertu?

Nous ne savons pas encore le nom du soupirant sexagénaire. Oh! nous ne tarderons pas à le connaître; lui, peut-être, aura la force, pour cacher son amour, de renier ses vers, malgré le succès qu'ils obtiennent; la vieillesse sait garder ses secrets. Mais elle... comme elle va vite le trahir!... La vertu a tant de fatuité!

VICOMTE CHARLES DE LAUNAY.

Toute attribution de cette nature appartient à l'administration; et dans la question qui nous occupe, l'autorité à qui devrait être remis le pouvoir de désigner, serait l'autorité administrative; un seul exemple le prouve. La loi qui nous occupe prescrit également des affiches; supposons qu'elle eût voulu que ces affiches fussent placées dans un lieu spécial, c'est l'administration qui eût été chargée de choisir et de désigner ce lieu; cela est incontestable.

La magistrature n'a pas reçu cette nouvelle attribution sans embarras. Des doutes se sont élevés sur la question de savoir si les procureurs généraux devaient assister aux délibérations des cours pour la désignation des journaux; M. le ministre de la justice a tranché la question en faveur du parquet, et la cour de cassation a jugé dans le même sens parce que, ce sont les expressions de son procureur-général, il s'agit en ce cas d'actes d'administration publique.

Cette confusion d'attributions est très grave et touche aux principes mêmes de notre législation. S'il est dangereux d'imposer à l'administration toute la rigueur des procédés judiciaires, il n'est pas moins dangereux de faire sortir la magistrature de sa sphère. Il faut qu'elle reste en dehors de tous nos débats, et que toujours, suivant l'expression d'un illustre magistrat, elle rende des arrêts et non pas des services. (Très bien!)

J'ajoute qu'il ne faut jamais donner un pouvoir discrétionnaire à des corps irresponsables. Si vous aviez donné le droit de désignation à l'administration, elle serait responsable de l'exécution de la loi, vous pourriez lui demander compte; vous vous trouvez au contraire en présence d'un pouvoir irresponsable.

Est-ce à dire que je voudrais confier à l'administration le droit de désigner les feuilles qui recevront les annonces? Non, messieurs, de trop graves intérêts sont engagés dans la question: j'ai voulu seulement démontrer que les cours royaux ne peuvent pas être chargés. Je demande donc que la loi intervienne et pose une règle qui dispense de toute désignation.

La politique et la justice doivent rester éternellement distinctes et ne s'être jamais confondues. Aujourd'hui, l'attribution donnée aux cours royaux tend à faire tomber nos libertés publiques sous le coup d'un pouvoir irresponsable; c'est d'ailleurs une attribution politique contraire à l'esprit de la magistrature.

M. le garde-des-sceaux a plusieurs fois affirmé, je le sais bien, que cette attribution n'avait aucun caractère politique. Je le reconnais en outre, dans beaucoup de localités, les cours royaux ont tourné le danger en donnant les annonces à des journaux exclusivement judiciaires. Mais elles n'ont pas trouvé partout un terrain neutre, et parfois alors elles n'ont pas pu céder au désir unique de donner aux annonces la plus grande publicité possible.

On me demandera de citer des faits, je refuse d'en produire; je ne veux pas donner à une discussion sérieuse, élevée, un caractère personnel et injurieux. Je puis me prouver à une source plus élevée, je les puis dans la nature même du sujet et dans l'expérience. M. le garde-des-sceaux a lui-même déclaré que les journaux hostiles au gouvernement doivent être privés des annonces judiciaires; un de nos honorables collègues a ajouté que les cours royaux ne devaient pas donner une marque de confiance à des journaux contre lesquels ils pouvaient être appelés à sévir. Eh bien! la question est jugée par ces seules paroles. C'était reconnaître que la politique entraînait et devait entraîner dans les appréciations des cours royaux. On se flatte, la vérité, de lui poser des limites. Vous tentatives, messieurs, la politique franchit bientôt tous les obstacles, trompe les scrupules les plus délicats. Qui ne sait combien il est facile de confondre la critique avec l'opposition et l'opposition avec l'hostilité? N'avons-nous pas entendu un de nos honorables collègues dire, en parlant d'un journal dont le principal rédacteur siège parmi nous, qu'il était d'autant plus dangereux qu'il se montrait plus modéré? (Légères rumeurs.)

L'honorable membre s'attache à démontrer combien il serait facile à la magistrature de détruire, par des désignations concertées, toute la presse indépendante dans les provinces: La charte de 1830, continua-t-il, a voulu, pour les délits de la presse, une juridiction spéciale comme ces délits eux-mêmes. Elle a voulu des juges accablés d'apportant, dans l'appréciation des faits, un sentiment plus vif et plus vrai de la situation de l'esprit public. La charte a tout fait pour mettre la presse en dehors de la magistrature. Comment concilier l'esprit de la charte avec la disposition de la loi de 1831, qui arme la magistrature d'un pouvoir discrétionnaire?

Jusqu'ici la magistrature était restée étrangère aux misères que les délits de la politique; elle dominait l'opinion et ne recevait des citoyens que des témoignages de respect et d'estime. Pour qu'il lui soit exposé à descendre de cette hauteur et avoir à composer sa majesté avec un combat destructeur des passions politiques? (A gauche: Très bien!)

L'honorable membre, entrant dans les détails de sa proposition, dont nous avons donné le texte dans la Presse du 20 mars, il en explique et en justifie les diverses parties; il pense qu'elle offre à la fois toutes garanties contre le monopole en même temps qu'elle assure la publicité des annonces judiciaires.

Telles sont, dit-il en terminant, les bases nouvelles que j'avais à vous proposer, et maintenant je m'empresse de conclure en quelques mots: dans les bureaux, on m'a rappelé que les hasards politiques n'avaient un moment placé à la tête de la magistrature; je ne perdrai jamais de vue ce que m'impose ce passé, je n'oublierai pas ce que je dois à la dignité de la magistrature, et je crois surtout la servir en persistant dans ma proposition.

M. PASCALIS combat la prise en considération. Mon devoir, dit-il, comme rapporteur de la loi du 2 juin 1831, est de veiller à défendre l'une de ses plus importantes dispositions, celle qui se lie à tout le système. Les consciencieux efforts de M. Vivien seront récompensés par les éloges de cette partie de la presse dont sa proposition relèverait les affaires. (Rumeurs.) Quant à moi, je serai en butte à ses attaques: mais j'ai un devoir à remplir, je le remplirai sans peur et sans crainte de reproche. (Hilarité aux extrémités.)

L'orateur voit dans tout ce qui se passe en ce moment, et un peu dans la présentation de la proposition, un symptôme des efforts que font les partis pour renverser un ministère qui gêne leurs projets. (A gauche: Allons donc!)

M. THIERS: Il n'y a plus de ministère. (Hilarité.)

M. PASCALIS entre ensuite dans l'examen de la question au fond. Après avoir rappelé les précédents législatifs, il s'efforce de prouver que la proposition est tout à fait inutile, qu'elle n'a été provoquée par aucune plainte du commerce ou des spécialistes judiciaires.

La proposition pèche en outre par sa base. Que veut-elle? donner aux annonces plus de publicité! Mais il peut arriver qu'un journal ait plus d'annonces qu'un autre et soit moins propre à tel ou tel genre d'annonces. Le but de la proposition ne serait donc pas atteint. En général, dans l'état actuel des choses, les cours royaux consultent avec le plus grand soin cette sorte de convection.

L'orateur s'attache à prouver, en outre, que les précautions de détail prises par M. Vivien pour arriver à la plus grande publicité peuvent être illusoire et trompeuses. Comment s'assurera-

il du nombre des abonnés de chaque journal? Ne pourra-t-il pas être induit en erreur bien souvent?

L'orateur conclut de ces critiques de détail qu'il vaut mieux s'en tenir aux appréciations de l'autorité judiciaire, de cette autorité si haute, si ferme, auprès de laquelle, dans les jours maussades, l'ordre et la saine politique ont trouvé asile. La fin de ce discours se perdit au milieu du bruit des conversations particulières. (Aux voix! aux voix!)

M. CORNE: Messieurs, je n'abuserai pas de l'attention de la chambre; mais j'ai quelques observations à présenter sur la proposition qui vous est soumise; et d'abord je dirai que l'honorable membre qui l'a présentée, car elle tend à faire cesser un arbitraire qui peut amener de fâcheuses conséquences. On a parlé de la nécessité pour justifier la loi de 1831; pour moi, il m'est impossible, je l'avoue, de reconnaître cette nécessité. Le code de procédure fonctionnait depuis trente-quatre ans sans qu'on eût signalé aucun abus sérieux. Nous avons modifié le système établi par le code de procédure, en espérant obtenir de meilleurs résultats; mais dans la pratique, bien des abus se sont produits, et la politique a eu de l'influence sur les choix, elle a fait la fortune de certains journaux aux dépens des autres.

Le fond de la loi actuelle, c'est le monopole. On dit que ce monopole est favorable à la publicité; que les propriétaires, les hommes d'affaires trouvent un grand avantage à n'avoir à consulter qu'un seul journal pour les annonces judiciaires; mais il y a encore d'autres annonces qu'il est nécessaire de connaître, aussi l'objection n'a pas de valeur. L'honorable M. Vivien a traité avec une extrême réserve la question politique. J'apprécie les motifs qu'il nous fait agir ainsi. Mais je ne puis m'empêcher de dire que les annonces judiciaires sont devenues un instrument politique, et si je voulais, je vous citerais une liste considérable de journaux qui ont été l'objet d'un intérêt politique. (Mouvements divers.) On a l'occasion des annonces judiciaires, l'occasion d'une proscription systématique des organes de l'opposition. Parcourez la France, et vous verrez qu'ils ont été partout sacrifiés. Ainsi, à Verdun, il y avait un seul journal, c'était un journal d'opposition; il n'y avait pas à choisir. Eh bien! pour sortir de cette situation, on a désigné le journal de Bar-le-Duc pour donner de la publicité aux annonces judiciaires de Verdun!

Partout on a introduit la politique dans le choix des journaux; je pourrais citer de nombreux exemples: le Journal de Rouen, le Journal du Havre, l'Emancipation de Toulouse, l'Echo du Nord, le Progrès du Pas-de-Calais, et bien d'autres.

UNE VOIX: Tous meilleurs les uns que les autres.

M. CORNE: Meilleurs les uns que les autres, au point de vue de votre opinion; oui, c'est bien là votre pensée. Je ne veux pas entrer dans le détail de la proposition de l'honorable M. Vivien; mais, pour me résumer, je dirai qu'elle me semble offrir toutes garanties pour l'avenir, la liberté pour tous, et au dessus le contrôle des tribunaux.

M. MARTIN (du Nord), garde-des-sceaux: Messieurs, je viens m'opposer à la prise en considération de la proposition, parce que je crois que la loi que vous avez votée en 1831 est sage et a produit de bons effets. Posons la question d'une manière nette. Les annonces doivent être faites dans les journaux et réglementés par la loi. Il semblerait, à entendre nos adversaires, qu'il ne faut pas que de l'appréhension d'un intérêt politique. (Mouvements divers.) On a l'occasion des annonces judiciaires, l'occasion d'une proscription systématique des organes de l'opposition. Parcourez la France, et vous verrez qu'ils ont été partout sacrifiés. Ainsi, à Verdun, il y avait un seul journal, c'était un journal d'opposition; il n'y avait pas à choisir. Eh bien! pour sortir de cette situation, on a désigné le journal de Bar-le-Duc pour donner de la publicité aux annonces judiciaires de Verdun!

Partout on a introduit la politique dans le choix des journaux; je pourrais citer de nombreux exemples: le Journal de Rouen, le Journal du Havre, l'Emancipation de Toulouse, l'Echo du Nord, le Progrès du Pas-de-Calais, et bien d'autres.

UNE VOIX: Tous meilleurs les uns que les autres.

M. CORNE: Meilleurs les uns que les autres, au point de vue de votre opinion; oui, c'est bien là votre pensée. Je ne veux pas entrer dans le détail de la proposition de l'honorable M. Vivien; mais, pour me résumer, je dirai qu'elle me semble offrir toutes garanties pour l'avenir, la liberté pour tous, et au dessus le contrôle des tribunaux.

M. MARTIN (du Nord), garde-des-sceaux: Messieurs, je viens m'opposer à la prise en considération de la proposition, parce que je crois que la loi que vous avez votée en 1831 est sage et a produit de bons effets. Posons la question d'une manière nette. Les annonces doivent être faites dans les journaux et réglementés par la loi. Il semblerait, à entendre nos adversaires, qu'il ne faut pas que de l'appréhension d'un intérêt politique. (Mouvements divers.) On a l'occasion des annonces judiciaires, l'occasion d'une proscription systématique des organes de l'opposition. Parcourez la France, et vous verrez qu'ils ont été partout sacrifiés. Ainsi, à Verdun, il y avait un seul journal, c'était un journal d'opposition; il n'y avait pas à choisir. Eh bien! pour sortir de cette situation, on a désigné le journal de Bar-le-Duc pour donner de la publicité aux annonces judiciaires de Verdun!

Partout on a introduit la politique dans le choix des journaux; je pourrais citer de nombreux exemples: le Journal de Rouen, le Journal du Havre, l'Emancipation de Toulouse, l'Echo du Nord, le Progrès du Pas-de-Calais, et bien d'autres.

UNE VOIX: Tous meilleurs les uns que les autres.

M. CORNE: Meilleurs les uns que les autres, au point de vue de votre opinion; oui, c'est bien là votre pensée. Je ne veux pas entrer dans le détail de la proposition de l'honorable M. Vivien; mais, pour me résumer, je dirai qu'elle me semble offrir toutes garanties pour l'avenir, la liberté pour tous, et au dessus le contrôle des tribunaux.

M. MARTIN (du Nord), garde-des-sceaux: Messieurs, je viens m'opposer à la prise en considération de la proposition, parce que je crois que la loi que vous avez votée en 1831 est sage et a produit de bons effets. Posons la question d'une manière nette. Les annonces doivent être faites dans les journaux et réglementés par la loi. Il semblerait, à entendre nos adversaires, qu'il ne faut pas que de l'appréhension d'un intérêt politique. (Mouvements divers.) On a l'occasion des annonces judiciaires, l'occasion d'une proscription systématique des organes de l'opposition. Parcourez la France, et vous verrez qu'ils ont été partout sacrifiés. Ainsi, à Verdun, il y avait un seul journal, c'était un journal d'opposition; il n'y avait pas à choisir. Eh bien! pour sortir de cette situation, on a désigné le journal de Bar-le-Duc pour donner de la publicité aux annonces judiciaires de Verdun!

Partout on a introduit la politique dans le choix des journaux; je pourrais citer de nombreux exemples: le Journal de Rouen, le Journal du Havre, l'Emancipation de Toulouse, l'Echo du Nord, le Progrès du Pas-de-Calais, et bien d'autres.

UNE VOIX: Tous meilleurs les uns que les autres.

M. CORNE: Meilleurs les uns que les autres, au point de vue de votre opinion; oui, c'est bien là votre pensée. Je ne veux pas entrer dans le détail de la proposition de l'honorable M. Vivien; mais, pour me résumer, je dirai qu'elle me semble offrir toutes garanties pour l'avenir, la liberté pour tous, et au dessus le contrôle des tribunaux.

M. MARTIN (du Nord), garde-des-sceaux: Messieurs, je viens m'opposer à la prise en considération de la proposition, parce que je crois que la loi que vous avez votée en 1831 est sage et a produit de bons effets. Posons la question d'une manière nette. Les annonces doivent être faites dans les journaux et réglementés par la loi. Il semblerait, à entendre nos adversaires, qu'il ne faut pas que de l'appréhension d'un intérêt politique. (Mouvements divers.) On a l'occasion des annonces judiciaires, l'occasion d'une proscription systématique des organes de l'opposition. Parcourez la France, et vous verrez qu'ils ont été partout sacrifiés. Ainsi, à Verdun, il y avait un seul journal, c'était un journal d'opposition; il n'y avait pas à choisir. Eh bien! pour sortir de cette situation, on a désigné le journal de Bar-le-Duc pour donner de la publicité aux annonces judiciaires de Verdun!

Partout on a introduit la politique dans le choix des journaux; je pourrais citer de nombreux exemples: le Journal de Rouen, le Journal du Havre, l'Emancipation de Toulouse, l'Echo du Nord, le Progrès du Pas-de-Calais, et bien d'autres.

UNE VOIX: Tous meilleurs les uns que les autres.

M. CORNE: Meilleurs les uns que les autres, au point de vue de votre opinion; oui, c'est bien là votre pensée. Je ne veux pas entrer dans le détail de la proposition de l'honorable M. Vivien; mais, pour me résumer, je dirai qu'elle me semble offrir toutes garanties pour l'avenir, la liberté pour tous, et au dessus le contrôle des tribunaux.

M. MARTIN (du Nord), garde-des-sceaux: Messieurs, je viens m'opposer à la prise en considération de la proposition, parce que je crois que la loi que vous avez votée en 1831 est sage et a produit de bons effets. Posons la question d'une manière nette. Les annonces doivent être faites dans les journaux et réglementés par la loi. Il semblerait, à entendre nos adversaires, qu'il ne faut pas que de l'appréhension d'un intérêt politique. (Mouvements divers.) On a l'occasion des annonces judiciaires, l'occasion d'une proscription systématique des organes de l'opposition. Parcourez la France, et vous verrez qu'ils ont été partout sacrifiés. Ainsi, à Verdun, il y avait un seul journal, c'était un journal d'opposition; il n'y avait pas à choisir. Eh bien! pour sortir de cette situation, on a désigné le journal de Bar-le-Duc pour donner de la publicité aux annonces judiciaires de Verdun!

Partout on a introduit la politique dans le choix des journaux; je pourrais citer de nombreux exemples: le Journal de Rouen, le Journal du Havre, l'Emancipation de Toulouse, l'Echo du Nord, le Progrès du Pas-de-Calais, et bien d'autres.

UNE VOIX: Tous meilleurs les uns que les autres.

M. CORNE: Meilleurs les uns que les autres, au point de vue de votre opinion; oui, c'est bien là votre pensée. Je ne veux pas entrer dans le détail de la proposition de l'honorable M. Vivien; mais, pour me résumer, je dirai qu'elle me semble offrir toutes garanties pour l'avenir, la liberté pour tous, et au dessus le contrôle des tribunaux.

M. MARTIN (du Nord), garde-des-sceaux: Messieurs, je viens m'opposer à la prise en considération de la proposition, parce que je crois que la loi que vous avez votée en 1831 est sage et a produit de bons effets. Posons la question d'une manière nette. Les annonces doivent être faites dans les journaux et réglementés par la loi. Il semblerait, à entendre nos adversaires, qu'il ne faut pas que de l'appréhension d'un intérêt politique. (Mouvements divers.) On a l'occasion des annonces judiciaires, l'occasion d'une proscription systématique des organes de l'opposition. Parcourez la France, et vous verrez qu'ils ont été partout sacrifiés. Ainsi, à Verdun, il y avait un seul journal, c'était un journal d'opposition; il n'y avait pas à choisir. Eh bien! pour sortir de cette situation, on a désigné le journal de Bar-le-Duc pour donner de la publicité aux annonces judiciaires de Verdun!

Partout on a introduit la politique dans le choix des journaux; je pourrais citer de nombreux exemples: le Journal de Rouen, le Journal du Havre, l'Emancipation de Toulouse, l'Echo du Nord, le Progrès du Pas-de-Calais, et bien d'autres.

UNE VOIX: Tous meilleurs les uns que les autres.

M. CORNE: Meilleurs les uns que les autres, au point de vue de votre opinion; oui, c'est bien là votre pensée. Je ne veux pas entrer dans le détail de la proposition de l'honorable M. Vivien; mais, pour me résumer, je dirai qu'elle me semble offrir toutes garanties pour l'avenir, la liberté pour tous, et au dessus le contrôle des tribunaux.

M. MARTIN (du Nord), garde-des-sceaux: Messieurs, je viens m'opposer à la prise en considération de la proposition, parce que je crois que la loi que vous avez votée en 1831 est sage et a produit de bons effets. Posons la question d'une manière nette. Les annonces doivent être faites dans les journaux et réglementés par la loi. Il semblerait, à entendre nos adversaires, qu'il ne faut pas que de l'appréhension d'un intérêt politique. (Mouvements divers.) On a l'occasion des annonces judiciaires, l'occasion d'une proscription systématique des organes de l'opposition. Parcourez la France, et vous verrez qu'ils ont été partout sacrifiés. Ainsi, à Verdun, il y avait un seul journal, c'était un journal d'opposition; il n'y avait pas à choisir. Eh bien! pour sortir de cette situation, on a désigné le journal de Bar-le-Duc pour donner de la publicité aux annonces judiciaires de Verdun!

Partout on a introduit la politique dans le choix des journaux; je pourrais citer de nombreux exemples: le Journal de Rouen, le Journal du Havre, l'Emancipation de Toulouse, l'Echo du Nord, le Progrès du Pas-de-Calais, et bien d'autres



... ..



